

Trois trésoreries menacées de fermeture

Lors d'une rencontre avec les représentants du personnel le 4 février dernier, la direction des finances publiques (DGFIP) a annoncé son intention de fermer, au 1^{er} janvier 2017, trois trésoreries en Creuse. La CGT des Finances Publiques est très inquiète pour l'avenir.

«On est à l'aube d'une grande casse des services publics». Cyril Deret, du syndicat CGT des finances publiques, ne masque pas sa crainte après l'annonce informelle de la direction des finances publiques de vouloir supprimer les trésoreries d'Ahun, de Châtelus-Malvaleix et de Chénéraillles au 1^{er} janvier 2017. Les tâches d'Ahun pourraient être transférées au centre des finances publiques de Gué-

ret, celles de Chénéraillles à Gouzon et celles de Châtelus à Bonnat. En «contrepartie», des permanences pourraient être mises en place à Ahun et Châtelus-Malvaleix, ainsi que dans une prochaine MSAP sur la commune de Chénéraillles. Pour Philippe Madec, syndiqué CGT, «Ça ne tiendrait pas». Il explique : «Il y a déjà eu des permanences de montées mais sans applicatifs informatiques. Du coup, des problèmes n'étaient pas résolus et les gens ne venaient plus. Et depuis 18 mois, les permanences sont fermées».

Actuellement, la Creuse compte 18 trésoreries. Un bon chiffre pour Cyril Deret : «Quand on voit que dans l'Indre, il ne reste que 5 trésoreries, on peut estimer que la Creuse est bien fournie». Mais

pour combien de temps encore ? Après le premier coup de semonce marqué par la fermeture de la trésorerie de Royère-de-Vassivière et la réduction des horaires d'ouvertures de nombre de bureaux, cette nouvelle annonce jette encore un froid sur l'avenir du service public et de ses usagers en Creuse. Les territoires menacés perdraient l'accès de proximité, pourtant essentiel à la population et aux collectivités territoriales : «Les comptables sont les premiers appuis des collectivités. Si d'autres structures prennent le relais, ce ne sera pas le même service, ni le même coût» prévient le syndiqué.

Pour expliquer cette réorganisation, le directeur de la DGFIP, Gérard Perrin, évoque «des structures pas suffisamment dotées en

personnels pour fonctionner» indique le syndiqué, qui précise que la direction n'a pas «pensé», en amont, à remplacer les départs en retraite... Cyril Deret ajoute aussi : «La direction pense que tout le monde a accès à internet, que personne ne paie avec le numéraire. Elle ne comprend pas non plus que les gens se déplacent. Alors que nous avons une population plutôt âgée et fragile». Le CGTiste rappelle que 64% des personnes en Creuse ne paient pas d'impôts sur le revenu.

Alors la direction semble mal renseignée ou peu attentive à la vie dans le département. Ou peut-être tire-t-elle ces informations de ses propres donneurs d'ordre : «Il y a un décalage entre la réalité du terrain et ce que pensent nos cadres supérieurs à Paris» confirme Cyril Deret. Lui voit tout autre chose pour le «bien-être» du territoire : «On voudrait grossir les rangs des

trésoreries pour un meilleur fonctionnement». Car les personnels sont également victimes de cette stratégie : «Il y a déjà un déficit de personnel à Guéret. Et on va leur demander de prendre la charge de travail d'une autre trésorerie ?» s'inquiète le syndiqué.

Pour le moment, cette annonce fait davantage figure de perspective. Des discussions avec les élus, avec le préfet doivent avoir lieu, de même qu'une réunion avec le CHSCT pour voir ce que cette réorganisation entraînerait pour les conditions de travail des personnels. Des conditions qui peuvent difficilement s'améliorer au vu de l'autre projet de la DGFIP.

La direction avait en effet préalablement déjà annoncé la suppression de 9 emplois pour 2016. Une mauvaise habitude : «Depuis 2000, on perd 10 agents par an». Aujourd'hui, il reste 260 agents à la DGFIP.